



Transition énergétique et environnementale : passons à l'action, mais de manière positive !

L'enchaînement d'un été torride et d'un hiver sous la menace d'une pénurie d'énergie nous met à rude épreuve, mais a cependant une vertu : nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus de la nécessité de mettre en œuvre une transition énergétique et environnementale efficace, sans plus attendre.

Le numérique : une empreinte environnementale croissante

Tous les secteurs économiques se numérisent. Dès lors, il est de plus en plus utile d'identifier l'impact environnemental du numérique. Même si les chiffres diffèrent, les études disponibles permettent de dégager quelques constats partagés.

À l'échelle mondiale, [selon les analyses de GreenIT](#), entre 2010 et 2025, l'empreinte environnementale du numérique passerait de 2,5 % à presque 6 %, celle des émissions de gaz à effet de serre de 2,2 % à 5,5 %.

Selon le rapport de l'Arcep (régulateur français des télécoms) « [pour un numérique soutenable](#) » (décembre 2020) :

- **Sur l'ensemble du cycle de vie, les terminaux ont la plus forte empreinte environnementale** (de l'ordre de 80 %), non seulement en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) mais aussi en utilisation de ressources naturelles (métaux, terres rares, eau...). Augmenter leur durée de vie, les réparer, les reconditionner et enfin les recycler, sont autant de priorités, auxquelles tous les acteurs concernés doivent s'atteler.
- **Les usages représentent autour de 15% de l'empreinte**, la vidéo étant l'un des plus émetteurs, même si les calculs précis sont controversés. Ce qui est préoccupant, c'est l'effet rebond : à chaque amélioration de la qualité des réseaux (bande passante, rapidité, disponibilité sur les territoires), les usages croissent significativement, effaçant les efforts réalisés pour améliorer leur efficacité énergétique. Et si le numérique permet d'optimiser l'utilisation d'équipements existants dans d'autres secteurs d'activité, par exemple via le développement de plateformes de vente de seconde main ou le co-voiturage, il reste difficile d'évaluer si la facilité d'usage de ces services n'engendre pas elle aussi des effets rebonds.

- **Les réseaux proprement dits représentent 5% de l'empreinte environnementale du numérique.**

Mais leur existence entraîne les autres consommations.

Les opérateurs de télécommunications, loin de maîtriser tous les éléments de la chaîne, sont des acteurs clefs : ils interagissent avec tous les autres, des fournisseurs d'équipements et terminaux aux fournisseurs de services, et bien sûr avec les utilisateurs finaux, nos clients grand public et professionnels. Au cœur de notre métier, la conception, le déploiement et l'exploitation des réseaux fixes et mobiles doivent évidemment faire l'objet d'une minimisation constante de leur empreinte environnementale et de leur consommation d'énergie (l'électricité est le premier intrant de notre activité).

Pour aller plus loin

- Arcep (régulateur français des télécoms) : [Dossier thématique : l'empreinte environnementale du numérique](#)
- GreenIT : [empreinte environnementale du numérique mondial](#)
- The Shift Project : [analyses et propositions sur le numérique](#)
- ADEME : [Numérique : quel impact environnemental ?](#)
- Oser Vert : [L'empreinte écologique de nos petites actions sur Internet](#)

Eco-anxiété, nouveau mal du siècle ?

Les personnels du Groupe sont de plus en plus conscients de cet impact et de cette responsabilité. Au point pour certains de s'interroger sur l'utilité réelle des services que nous proposons, voire de remettre en question l'évolution des technologies mises en œuvre par le Groupe Orange (on se souvient de la polémique sur la 5G). Si tout le monde ne va pas aussi loin, nous sommes toutes et tous devenus plus sensibles aux conséquences de notre activité sur les plans écologiques et sociétaux. Au moment où nous sommes, en tant que citoyens, appelés à faire nos meilleurs efforts pour limiter nos consommations d'énergie et nos émissions carbone, il est logique que nous nous interroguions aussi sur nos

pratiques professionnelles. Ce à quoi je contribue chaque jour n'est-il pas une partie du problème ? À quoi sert-il que je fasse l'effort de venir au bureau à vélo si c'est pour contribuer à émettre des quantités croissantes de carbone par mon activité professionnelle ?

Les nouvelles générations sont les plus préoccupées par l'impact environnemental des activités humaines et le changement climatique, car elles y seront pleinement exposées. Mais le besoin d'exercer une activité qui a du sens dans une entreprise responsable se développe pour tous les personnels.

Parfois, cela peut aller jusqu'à l'éco-anxiété, et le sujet est de plus en plus pris en considération. Ce n'est pas une maladie mentale... tout au contraire, c'est plutôt une saine réaction face à une réalité que nous découvrons chaque jour plus concrète, mais aussi plus complexe, où les solutions pertinentes à mettre en œuvre ne vont pas forcément de soi, et font débat. Les chercheurs qui se sont penchés sur la question, notamment à l'Inserm, ont également mis en évidence que « participer à des actions collectives en faveur du climat est le meilleur rempart contre l'anxiété ».

Pour aller plus loin

- [L'éco-anxiété, une maladie mentale, vraiment ?](#)
Inserm – janvier 2022
- [« L'anxiété est une réponse inévitable, et même saine, aux menaces écologiques »](#)
Le Monde – août 2022 (podcast « Chaleur humaine »)
- [Solastalgie, éco-anxiété... Les émotions de la crise écologique](#)
France Culture – février 2020
- [L'éco-anxiété : entre angoisse et lucidité](#)
Dossier du CAIRN – octobre 2022

Comment passer à l'action ?

Une fois ces constats faits, il est assez simple d'en déduire qu'agir collectivement pour réduire l'empreinte environnementale d'Orange n'a que des avantages, pour être à la fois plus efficaces et moins anxieux.

Reste à définir comment. Depuis bientôt deux ans, des groupes de réflexion se sont attelés à la question, dans et hors entreprise. La CFE-CGC Orange n'a pas été en reste. Des échanges nourris, y compris avec d'autres organisations syndicales, des lectures, des conférences (dont [celle de Jean-Marc Jancovici](#), intervenu lors du séminaire CFE-CGC Orange d'octobre dernier) et des formations nous ont amenés à formuler un diagnostic et des pistes d'action.

Le sujet n'est pas trivial, et les propositions de bons sens que l'on peut formuler en toute bonne foi peuvent s'avérer inefficaces, voire contreproductives :

- **notre activité s'insère dans un écosystème complexe**, où nous devons prendre en compte de nombreuses interactions, et modifier non seulement nos pratiques mais aussi nos modèles économiques ;
- **réduire notre empreinte environnementale mobilise des compétences multiples**, techniques, économiques et comportementales, dont certaines sont nouvelles pour beaucoup d'entre nous, et qui doivent se coordonner ;
- **c'est un sujet nouveau, pour lequel n'existe aucune solution « clef en main »** : il faut se former aux enjeux,

apprendre en marchant, expérimenter et partager des bonnes pratiques ;

- **il n'est que très incomplètement appréhendé dans la gouvernance d'Orange** : les impacts du changement climatique ne sont pas traités spécifiquement comme risque pour la résilience de nos infrastructures dans le [document d'enregistrement universel](#) d'Orange (DEU : rapport annuel à la disposition des actionnaires, contenant la communication sur les résultats et la stratégie).

Enfin, et pour la CFE-CGC Orange ce n'est pas le moindre des sujets, **cette transition énergétique et environnementale ne doit pas se faire au détriment des personnels**, qu'il s'agisse d'emplois, de conditions de travail, d'évolution professionnelle ou de rétribution. Il faut au contraire associer le plus grand nombre, dans une démarche positive et non punitive, pour construire ensemble des solutions satisfaisantes à la fois pour nous, nos clients, et la préservation de la planète.

Retrouver un objectif commun centré sur nos personnels et nos métiers...

Nous sommes nombreux aujourd'hui à nous demander où va Orange, quels sont les objectifs poursuivis, quel est le sens de nos missions quotidiennes.

Les discours portés laissent trop souvent penser qu'il s'agit uniquement de complaire aux marchés financiers, fut-ce au détriment de nos emplois, de notre rétribution ou de certaines activités, si les sacro-saints « ratios » prétendent que nous coûterions trop cher. Une approche déprimante, propre à décourager les meilleures volontés, et finalement néfaste à l'efficacité collective.



Pour la CFE-CGC Orange, il est temps de remettre le focus sur nos métiers et les personnes qui les exercent, pour que « l'efficacité opérationnelle » ne soit pas synonyme de « réduction des coûts » comme c'est trop souvent le cas, mais bien une attention portée à la manière d'exercer nos métiers, pour en tirer la meilleure valeur possible pour tous, y compris le sentiment si gratifiant du « travail bien fait », pilier essentiel de la qualité de vie au travail, qui se dégrade à nouveau de manière inquiétante chez Orange.

Simplifier nos règles, nos processus, notre code informatique, pour faire plus sobre et plus efficace, en associant les équipes qui les mettent en œuvre à la réflexion sur les solutions, c'est à la fois

un objectif motivant pour les personnels... et sans doute l'occasion de faire émerger des gisements de valeur qui dorment aujourd'hui sous nos pieds.

Par exemple, il est particulièrement affligeant, notamment pour les équipes commerciales qui ont fait leurs meilleurs efforts pour signer des contrats, de constater qu'entre sous-traitance, processus et outils défaillants, [nous ne savons pas livrer la Fibre en moins de 200 jours à nos clients entreprises](#). Autant de chiffre d'affaires non facturé, tandis que les clients finissent par se détourner d'Orange, dont l'image est durablement dégradée. **Le tout alors que la Fibre est une solution quatre fois moins consommatrice d'électricité que l'ADSL...**

... avec la transition environnementale comme mot d'ordre transverse

Réduire notre empreinte environnementale peut aujourd'hui constituer un mot d'ordre interne pertinent et transverse à toutes les équipes. Même si Orange n'est plus un service public, beaucoup de collègues ont toujours la « fibre citoyenne ». Relever collectivement le défi de la transition énergétique et environnementale apparaît donc de nature à fédérer l'engagement, sous réserve d'appliquer quelques principes clefs :

- **Déployer un large programme de formation** pour que tout le monde puisse se saisir du sujet. Si les ateliers « Fresque du climat » constituent un début positif pour acculturer aux enjeux, il convient d'aller plus loin, par des formations adaptées aux différents métiers (toute formation professionnelle devrait comporter un volet environnemental). On pourrait envisager de déployer la « [Fresque du numérique](#) ». Elle est actuellement jugée « trop négative » par la Direction. Mais est-ce en nous bouchant les yeux que nous pourrions nous saisir efficacement des problématiques pertinentes ?
- **Partager indicateurs et feuilles de route avec les équipes**, que le bilan carbone soit aux attendus ou non : c'est très utile pour travailler aux solutions correctrices, mais aussi célébrer les succès et partager ce qui marche. Les analyses doivent intégrer les externalités qui impactent les personnels : dans un projet immobilier, un immeuble HQE (Haute Qualité Environnementale) éloigné des transports publics, ça ne fonctionne pas.
- **Associer les personnels et leur permettre de faire des propositions, dans leur domaine d'expertise**, à l'occasion de tout nouveau projet comme de toute révision de processus, et ce dans tous les métiers (technique, marketing, commercial, fonctions support...). Il faut développer en même temps les méthodes d'évaluation permettant d'en valider la pertinence.
- **Se préoccuper des conditions de travail des personnels**, qui en pratique sont les grandes oubliées des initiatives mises en place. Un récent article de Miroir Social ([La responsabilité sociale des entreprises \(RSE\), un apport limité voire contreproductif à l'amélioration réelle des conditions de travail](#)) souligne que « la RSE entraîne en fait une extension et une diversification des prescriptions qui s'imposent aux travailleurs », et tend à « un report sur les individus des charges et risques inhérents aux activités économiques ».

Il faut donc outiller les équipes pour faire face à ces nouveaux enjeux, et s'attacher à simplifier l'ensemble des processus que les personnels doivent appliquer dans leurs activités quotidiennes.

Urgence climatique et urgence sociale

Pour la CFE-CGC Orange, le défi climatique et la nécessité de retrouver des conditions de travail favorables aux personnels constituent deux urgences, que la Direction d'Orange doit prendre en compte au même niveau.

Alors que nous devons individuellement et collectivement questionner nos modes de vie et de travail pour mettre en place un modèle soutenable, tout un chacun doit pouvoir contribuer à la recherche et au choix des solutions à mettre en place : elles n'en seront que mieux appliquées... tandis que les « consignes » venues d'en haut sont vécues comme des injonctions punitives, et soupçonnées, trop souvent à juste titre, d'avoir pour objectif prioritaire la sempiternelle « réduction des coûts ».

Opérer une transition énergétique et environnementale ne se résume pas à compter nos émissions carbone et à décréter de nouvelles contraintes pour les personnels. La montée en compétence doit être la priorité à tous les niveaux de l'entreprise, jusqu'au plus haut, et la mise en œuvre de la RSE doit être portée par les opérationnels qui maîtrisent nos métiers, avec la capacité à prioriser les sujets aux plus forts impacts. Elle doit enfin être l'occasion de rechercher et développer des co-bénéfices ayant une vraie valeur pour les personnels.

Des propositions « gagnant-gagnant »

Plusieurs propositions de la CFE-CGC Orange sont jusqu'ici restées lettres mortes. Nous les remettons à l'ordre du jour :

- Créer un cluster technologique regroupant les expertises d'OBS (Orange Business Services) et de TGI (Orange Innovation) afin de développer et partager, en interne et avec nos clients, des solutions diminuant l'empreinte environnementale : des offres telles que l'éco-conception de sites web et d'applications mobiles sont un bon début, mais on peut aller plus loin : le [DEU d'Orange](#) ne comporte actuellement qu'une page (312) d'opportunités d'affaires liées à la réduction de l'empreinte environnementale.
 - Proposer aux personnels un programme de permutation de sites, à emploi équivalent, pour minimiser les déplacements domicile-travail, ce qui améliore à la fois le confort des collègues et leur empreinte carbone.
- On peut en étudier beaucoup d'autres :
- Récompenser financièrement les personnels qui retardent le renouvellement de leur mobile professionnel.
 - Renforcer les programmes d'éducation de nos clients à la sobriété numérique, qui sont actuellement insuffisants.
 - Accélérer la collecte des terminaux mobiles, qui n'était que de 20% en 2021 sur les 6 pays européens du Groupe ([DEU p.305](#)), la vente de terminaux reconditionnés (l'objectif n'est que de 10% à l'horizon 2025), et la réparation des mobiles (pour laquelle aucun chiffre n'est donné dans le DEU). La collecte des box et décodeurs, confiés aux clients en leasing, est plus efficace : 67% en moyenne (DEU p 306).

Prenons notre destin en main !

Les initiatives se développent au sein du Groupe, à partager et amplifier chaque fois que possible. La CFE-CGC Orange vous propose d'y contribuer :

- Faites circuler cette lettre si vous l'avez trouvée utile.
- Partagez vos témoignages et bonnes pratiques en nous envoyant vos infos pour publication dans notre prochaine lettre.
- Faites-nous remonter vos attentes, ce qui nous permettra de structurer des propositions dans les différentes instances du Groupe où nous sommes vos représentants.

À voir, à lire sur l'intranet

- « **Comment faire face au changement climatique ?** ». Une [conférence organisée à Orange Innovation avec Gonéri Le Cozannet](#), co-auteur du rapport du GIEC, suivie d'une table ronde pour faire le point sur les actions et réflexions en cours au sein de l'entité (énergie, économie circulaire, 6G, vérification des calculs et arguments formulés par la GSMA pour affirmer que les télécommunications permettent d'éviter des émissions dans d'autres secteurs d'activités).
- [Teasing de la conférence Low Tech](#), une vidéo qui décoiffe, publiée dans le cadre du programme de la DTSI #Responsables et Exemples, [à suivre sur Piazza](#).

Ralentir le déploiement de la 5G dans les campagnes ?

C'est ce que préconise [une note](#) de la Fédération Française des Télécoms (FFT, regroupant 16 opérateurs présents en France, dont Orange, mais pas Free) au gouvernement et à l'Arcep, relayée par [Les Échos](#).

Enjeux et arguments

L'argumentation s'appuie sur la sobriété énergétique, ce qui peut étonner : la 5G a été présentée comme moins énergivore que les précédentes générations de télécommunications mobiles.

Cependant, [selon une étude de l'Arcep](#), « avec le déploiement de la 5G, les gains en efficacité énergétique dans les zones plus densément peuplées sont effectifs à partir de 2023 et manifestes à horizon 2028 ; ils sont nettement plus modestes en zones moins denses », où « dans un premier temps, le déploiement de la 5G [...] engendre une augmentation de la consommation énergétique ».

Des conclusions logiques : la 5G est déployée en sus des 2G, 3G et 4G. En zone dense, où le réseau 4G est parfois saturé, ajouter des équipements plus efficaces semble donc pertinent, et le gain d'efficacité énergétique au Ko transporté permet en principe de bénéficier des gains énergétiques promis par la 5G.

En zone rurale, la priorité reste la couverture. La complétude du « [New Deal Mobile](#) » est prévue en 4G. On peut regretter que le régulateur n'ait organisé ni l'extinction des 2G/3G, ni une mutualisation des réseaux entre les opérateurs, qui aurait optimisé simultanément les coûts, la couverture et l'empreinte carbone.

Notons qu'en l'état actuel des choses, [l'expérience d'usage n'est pas fondamentalement différente entre 4G et 5G](#) : la 5G est aujourd'hui déployée en NSA (Non Stand Alone), qui n'offre pas l'accès à toutes ses fonctionnalités.



On peut enfin se poser la question d'un usage raisonné des télécommunications : dans un monde bas carbone, que voulons-nous vraiment faire avec nos téléphones et quelles technologies sont vraiment utiles au bien commun ? Cela mérite certainement un débat citoyen approfondi.

Quant à penser qu'au travers de cette démarche, les opérateurs veulent seulement économiser sur leurs investissements, ne serait-ce pas vraiment trop mesquin ?

Cadres ou pas, vous pouvez compter sur nous ! www.cfecgc-orange.org

**Version électronique
avec liens actifs**

www.cfecgc-orange.org/tracts-et-publications/

Vous abonner gratuitement
bit.ly/abtCFE-CGC

Vos correspondants CFE-CGC

Retrouvez tous les représentants
de vos établissements
dans l'annuaire du syndicat :
bit.ly/annuaireCFECCG

Lettre éditée par le syndicat
CFE-CGC Groupe Orange
et diffusée par les sections syndicales
Responsable de la publication

Sébastien Crozier

Direction de la rédaction

Hélène Marcy

Photo bannière :

[Steve Buissonne](#) via [Pixabay](#)